

## Le visage diversifié de l'immigration dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon

Jean-Luc de Ochandiano – Membre associé du LARHRA (UMR 5190)

Communication du colloque « Centenaire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon », 10 mai 2012

Le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon constitue un laboratoire intéressant pour étudier l'histoire de l'immigration dans une grande ville industrielle. En effet, en son sein, deux espaces urbains ont longtemps coexisté, l'un né de la première révolution industrielle à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'autre de la seconde révolution à la fin du XIX<sup>e</sup>. La formation de ces deux espaces a produit deux histoires migratoires bien distinctes, en a déterminé en partie les logiques et guidé les évolutions jusqu'au cœur du XX<sup>e</sup> siècle. D'autres facteurs, notamment la politique urbaine de la municipalité lyonnaise, les évolutions des politiques migratoire et coloniale de la France, les effets des guerres, des crises économiques et des convulsions nationalistes sur les migrations internationales, ont contribué eux aussi à modeler la population étrangère du quartier. Mais il a fallu attendre la désindustrialisation de la France, à partir du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, pour que, peu à peu, les différences s'estompent entre les deux espaces migratoires qui s'étaient structurés dans l'arrondissement.

### Le développement de l'immigration au 19<sup>e</sup> siècle

Le premier espace à se mettre en place est le quartier de la Guillotière, c'est-à-dire un ancien faubourg, longtemps rattaché au Dauphiné, qui devient, en 1852, l'un des cinq arrondissements de Lyon. Comptant 5 000 habitants au moment de la Révolution française, il en accueille 43 500 en 1851. Ce quartier encore à peine ébauché, constitué d'un habitat peu élevé construit en pisé ou pan de bois, et pratiquement dépourvu d'équipements urbains, a en fait prospéré autour des nombreux ateliers et usines, souvent de petite taille, qui s'y sont peu à peu installés. Appartenant aux secteurs du bâtiment, de la métallurgie, de la chimie ou du textile, ils ont nécessité une main d'œuvre toujours plus nombreuse qui s'est installée à proximité des entreprises. Ces ouvriers sont alors essentiellement d'origine rurale. Ils viennent du plat pays environnant mais aussi de zones montagneuses plus lointaines où la faible productivité de la terre ne permet pas de vivre de la seule activité agricole. Les Limousins, par exemple, viennent travailler, pendant la belle saison, sur les chantiers lyonnais de maçonnerie<sup>1</sup>. Ils ont des pratiques migratoires saisonnières très proches de celles des plâtriers-peintres ou des paveurs piémontais<sup>2</sup> et des vitriers tessinois qui constituent dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, une part non négligeable des ouvriers de ces trois corporations. Tout comme eux, ils logent dans des chambrées collectives dont un nombre important est concentré autour de la place du Pont (actuelle place Gabriel-Péri) qui est devenue, à partir des années 1850, l'épicentre de l'industrie du bâtiment. Tout comme eux, ils participent à des filières migratoires anciennes alimentées par des zones de recrutement limitées ou l'interconnaissance est forte. Dans ces zones migrantes, une véritable culture de la mobilité et de l'émigration s'est développée et a marqué profondément l'organisation des groupes sociaux et leurs modes de vie. Le développement industriel du XIX<sup>e</sup> siècle a conduit ces groupes à élargir leur rayon d'action : si les maçons limousins sont déjà très présents à Lyon aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les Piémontais et les Tessinois dépassaient peu alors l'arc alpin. Mais les transformations du

---

<sup>1</sup> Jean-Luc de Ochandiano, *Lyon, un chantier limousin : les maçons migrants (1848-1940)*, 2<sup>e</sup> éd., Lyon : Lieux Dits, 2011, 269 p.

<sup>2</sup> Gladys Motta (éd.), « *Ogni strumento è pane* » : *l'emigrazione dei valesiani nell'ottocento*, Varallo : Istituto per la storia della Resistenza e della società contemporanea in provincia di Vercelli « Cino Moscatelli », 1989, 276 p. ; *I ciulin : storia dei selciatori gragliesi*, Graglia, 2003, 32 p.

bâtiment, par exemple l'utilisation nouvelle à Lyon d'un matériau comme le plâtre, nécessitent des compétences professionnelles qui manquent dans la main d'œuvre locale. D'où le développement, au XIX<sup>e</sup> siècle, à une échelle encore modeste, d'une immigration essentiellement saisonnière qui compte surtout des ouvriers qualifiés voire très qualifiés comme les ornemanistes sur bois originaires du Piémont<sup>3</sup>.

Dans les autres secteurs, l'immigration qui alimente la Guillotière a les mêmes caractéristiques et se développe pour les mêmes raisons : que ce soient les ferblantiers originaires de la zone la plus septentrionale du Piémont, les graveurs du duché de Saxe, les fabricants de pipe de Bavière, les estampeurs tessinois, les chaudronniers de Campanie, etc., nous sommes face à des filières migratoires à caractère professionnel qui alimentent la plupart du temps de toutes petites unités de production<sup>4</sup>. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, elles commencent à être dirigées par des entrepreneurs originaires des mêmes régions qui se fixent à Lyon. Ainsi en est-il des maîtres plâtriers Charles Svetonio et Charles Marescotti, originaire de la Valsesia (Piémont) qui sont installés respectivement rue Sébastien-Gryphe et rue de Marseille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ou du ferblantier Joseph Mosoni, originaire du Val Bognanco (Piémont) qui dirige déjà une usine de belle taille rue Saint-André. De même les maîtres estampeurs tessinois, comme les familles Gadola ou Bernasconi, sont presque tous installés cours des Brosses (actuel cours Gambetta)<sup>5</sup>. Dans la majorité des cas, ces petits patrons étrangers vivent eux aussi à la Guillotière et se mêlent au monde ouvrier dont ils se distinguent peu. Par ailleurs, le développement de l'immigration conduit certains étrangers à ouvrir des commerces et des cafés comme Luigi Suppo, originaire de Turin, qui tient une épicerie italienne à l'angle de la rue des Asperges (actuelle rue d'Anvers) et de la rue de la Lône (actuelle rue du Professeur Grignard). Ce phénomène de diversification sociale de l'immigration dans le 7<sup>e</sup> arrondissement s'accompagne aussi de la création d'associations étrangères comme l'Harmonie italienne, société musicale créée en 1885 qui est installée, des années 1890 à 1914, 242 avenue de Saxe (portion rattachée actuellement à l'avenue Jean-Jaurès)<sup>6</sup>. Cet ensemble d'évolutions est favorisée par le fait que l'on assiste, à partir des années 1880, à un affaiblissement des migrations saisonnières au profit d'un exode rural et à une augmentation du nombre d'étrangers dans le quartier, en particulier des Italiens qui se mettent à dominer très nettement dans la population migrante.

On assiste donc, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, à une lente sédimentation de populations étrangères qui a accompagné la croissance progressive de la Guillotière. Ce qui explique une relative dispersion des migrants dans l'espace, bien que l'on puisse repérer des zones de concentration plus forte, par exemple grande rue de la Guillotière, rue Sébastien Gryphe ou rue Montesquieu. Cela ne veut pas dire pour autant que leur insertion dans le quartier s'est effectuée sans problème, surtout à partir des années 1880 où les questions de nationalité arrivent sur le devant de la scène. L'opposition entre le national et l'étranger se met alors à structurer l'espace public et la frontière juridique qui les sépare devient véritablement tangible<sup>7</sup>. Désormais, le maçon limousin et le plâtrier piémontais, qui partageaient jusqu'alors les mêmes conditions de vie et d'insertion dans l'espace urbain, qui parlaient l'un un patois occitan et l'autre un patois piémontais, se distinguent sur un point essentiel, l'un est Français et l'autre ne l'est pas. L'épisode des violences anti-italiennes consécutives à l'assassinat du président Sadi Carnot par un anarchiste Italien, Sante Geronimo Caserio, est là pour rappeler

---

<sup>3</sup> Sur l'immigration italienne dans l'agglomération de Lyon aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, voir mon livre sur le sujet à paraître à l'automne 2013 aux éditions Lieux Dits.

<sup>4</sup> AML, 4 WP 58. État du mouvement des étrangers dans la commune de la Guillotière, 1847-1851 ; ADR, 4 M 407. État des divers étrangers arrivés et domiciliés dans la commune de la Guillotière, septembre 1851.

<sup>5</sup> Jean-Paul Laroche, *L'imagerie de La Guillotière (1825-1897)*, Lyon : Mémoire active, 2011, 277 p.

<sup>6</sup> ADR, 4 M 497. Dossier « Harmonie italienne ».

<sup>7</sup> Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe-XXe siècle) : Discours publics, humiliations privées*, Paris : Fayard, 2007, 717 p.

cette montée en puissance des questions de nationalité à l'époque. Dans l'actuel 7<sup>e</sup> arrondissement, une vingtaine de commerces et d'ateliers transalpins sont saccagés et leur contenu incendié en juin 1894<sup>8</sup>.

Le second espace qui nous intéresse est le quartier de Gerland, au sud du 7<sup>e</sup> arrondissement. Passées les voutes permettant de franchir les voies de chemin de fer qui le sépare de la Guillotière, un univers différent s'offre à la vue du passant vers 1900. En effet, dans cet espace, des industries aux dimensions imposantes se sont installées dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : quelques verreries employant chacune plusieurs centaines d'ouvriers, de nombreux établissements qui dépendent de l'industrie animale (équarisseurs, fondeurs de suif, corroyeurs, boyauderies) et des usines chimiques (teintureries, engrais chimiques, traitement de l'huile et du pétrole). Le paysage urbain est différent de celui de la Guillotière où l'habitat domine et structure l'espace. Ici, l'usine impose sa propre logique, y compris dans l'organisation territoriale, et les logements se nichent dans les espaces délaissés par les entreprises.

Les usines qui s'installent à Gerland reposent aussi de moins en moins sur le travail d'ouvriers qualifiés, c'est-à-dire de travailleurs capables de maîtriser toutes les ficelles de leur métier et l'ensemble de la chaîne productive. Elles cherchent, au contraire, à recruter un nombre toujours plus grand d'ouvriers sans réelle qualification, dédiés à la réalisation d'un ensemble limité de tâches en complément du travail de la machine. Les ouvriers français ont montré une certaine résistance à occuper ces postes dévalorisants et rébarbatifs. Ce sont donc, dans bien des cas, les étrangers qui les ont acceptés comme le confirme le cas de Gerland.

Les verreries, par exemple, occupaient jusqu'alors un nombre important d'ouvriers de métier. Mais dans les années 1880, les innovations techniques se multiplient dans ce secteur : invention du four au gaz de charbon et du four à bassin de fusion continue, soufflage à l'air comprimé, amélioration des moules, etc. L'organisation et le rythme de travail se transforment sous l'effet de ces évolutions et de la concurrence internationale. Dans les verreries Jayet et Mesmer, installées à la Mouche, le nombre des « gamins », c'est-à-dire des jeunes enfants qui servent de manœuvres dans les verreries, augmente et les dirigeants de ces entreprises commencent à les recruter en Italie. On compte 75 « gamins » italiens à Gerland dès 1896<sup>9</sup>. La plupart ne sont pas arrivés avec leur famille mais font l'objet d'un véritable trafic de la part d'hommes qui parcourent les villages de certaines régions d'Italie à la recherche d'enfants que des parents acceptent de leur louer et qu'ils dirigent ensuite vers les verreries des départements du Rhône et de la Loire pour la plus grande partie et vers Paris pour une minorité. Beaucoup d'entre eux ont moins de 13 ans malgré la loi du 2 novembre 1893 qui interdit aux patrons d'usine de les embaucher avant cet âge. Ces enfants travaillent non seulement dans des conditions extrêmement pénibles mais, dans bien des cas, sont logés dans des garnis sordides installés à proximité des usines, et nourris le minimum, ce qui permet à leur « parrain » de se faire un petit bénéfice à la fin de la campagne<sup>10</sup>. En 1901, on trouve, par exemple, un garni de ce type au 37 chemin des Culattes où Séraphin D'agostino a fait venir une douzaine d'enfants ayant entre 10 et 20 ans.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on assiste à diverses mobilisations pour faire cesser cet état de chose, notamment de la part de l'Opera Bonomelli, une œuvre catholique italienne d'aide aux migrants qui installe d'ailleurs l'une de ses antennes au 163 rue des Culattes (actuel boulevard

---

<sup>8</sup> ADR, 4 M 334 à 341. Émeutes anti-italiennes à Lyon, 1894.

<sup>9</sup> ADR, 10 M 222. Rapport sur l'industrie du verre à Lyon du point de vue du personnel étranger, 19/09/1896.

<sup>10</sup> Raniero Paulucci di Calboli, *Larmes et sourires de l'émigration italienne*, Paris : Librairie Félix Juven, 1909, p. 190-210.

Yves Farges)<sup>11</sup>. Le trafic d'enfants cesse alors mais il est remplacé par une arrivée massive de familles italiennes venant pour une grande partie de la même région que les « gamins », c'est-à-dire de la Ciociaria, une zone montagneuse dépendant aujourd'hui de la province de Frosinone et située entre Rome et Naples. Leurs conditions d'émigration sont bien différentes de celles des étrangers qui alimentaient la Guillotière depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, comme nous l'avons souligné, ces derniers avaient depuis longtemps des traditions migratoires bien installées et le processus d'installation s'est effectué progressivement dans un quartier populaire offrant une certaine mixité sociale. À l'inverse, la Ciociaria n'avait pas de tradition d'émigration car elle disposait d'une industrie lainière qui s'appuyait sur une filature rurale dispersée permettant aux agriculteurs de disposer d'un complément de revenu sans quitter leur exploitation. Mais cette industrie entre en crise à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et, malgré une tentative de modernisation qui lui permet de survivre encore quelques décennies, elle s'écroule dans les années 1880, au moment où une crise agricole sans précédent touche la région. L'émigration devient donc la seule issue possible pour une partie de ces paysans-ouvriers de la laine qui n'a plus d'opportunité d'emploi sur place<sup>12</sup>. Beaucoup d'entre eux s'embarquent alors vers l'Amérique mais une petite part rejoint la région lyonnaise, notamment les usines chimiques et les verreries de Gerland où ils sont employés, la plupart du temps, comme manœuvres. Ils ne sont pas les seuls Italiens du quartier car des Piémontais originaire du Canavese arrivent aussi à cette époque dans des conditions similaires et vont partager les mêmes conditions de vie et de travail.

Au moment où le 7<sup>e</sup> arrondissement est créé, la population italienne est devenue très importante à Gerland. Il s'agit certainement de la plus forte concentration d'étrangers de Lyon. Ces migrants sont installés dans quelques rues de la Mouche qu'ils ont véritablement « colonisées ». Donnons quelques exemples : seuls trois Italiens habitent dans l'impasse Gerland (actuelle rue Lortet) en 1886. Ils sont 16 dix ans plus tard, 40 en 1901, 123 en 1906 et 130 en 1911. Ils représentent alors 42 % des habitants de la rue. Le chemin des Verriers accueille déjà 6 % de transalpins en 1886 (29 sur 448). Ce taux monte à 16 % en 1901, puis à 31 % en 1911. Ils sont alors 102 dans cette rue. Chemin de Josaphat (actuelles rues Abraham Bloch et Pierre Sépard), il n'y a aucun habitant venu d'outre-Loire en 1886. Ils sont 51 en 1911 et constituent presque la moitié des locataires de cette voie. Le chemin des Culattes héberge un quart d'Italiens à la veille de la Première Guerre mondiale. L'impasse Midrié, que les habitants du quartier appellent alors « la cour des miracles », détient le record avec 70 % d'Italiens (79 sur 113 habitants)<sup>13</sup>.

Cette forte concentration d'étrangers, presque exclusivement italiens, dans un quartier devenu, de plus, essentiellement ouvrier, contribue à faire de Gerland un espace redouté par les Lyonnais, d'autant plus que l'image de « l'Italien au couteau » s'est répandue dans la population, via la presse à bon marché, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## **La Première Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres**

La Première Guerre mondiale a contribué à accentuer les traits esquissés au XIX<sup>e</sup> siècle, donnant à Gerland un visage qui l'apparente plus aux banlieues ouvrières qui se dessinent

---

<sup>11</sup> Ernesto Schiaparelli, « Il traffico dei minorenni italiani per le vetrerie estere : inchiesta nelle vetrerie di Lione e del dipartimento della Loira », *Opera di assistenza degli operai italiani emigrati in Europa e nel Levante*, vol. 1, n° 3-4, 1901, p. 11-25.

<sup>12</sup> Alain Dewerpe, « Croissance et stagnation protoindustrielle en Italie méridionale : la vallée du Liri au XIX<sup>e</sup> siècle », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes*, vol. 93, n°1, 1981, p. 277-345.

<sup>13</sup> ADR, Recensements de la population de Lyon, 1911.

autour de Lyon à partir de 1918 qu'à un quartier populaire cosmopolitique tel que le devient réellement la Guillotière.

En effet, la Grande Guerre a provoqué, à Gerland, une brutale accélération du phénomène d'industrialisation du fait du repli, sur son territoire, d'entreprises stratégiques situées trop près du front. Des usines d'armement s'installent, d'autres sont réorientées vers la production de guerre. En quelques mois, Lyon devient « le grand arsenal des armées » et Gerland en est l'une des pièces maîtresses<sup>14</sup>. Deux secteurs industriels, la métallurgie et la chimie, prennent particulièrement de l'ampleur et conduisent au développement d'immenses unités de production où les méthodes tayloriennes commencent à apparaître et où les manœuvres prennent une place toujours plus grande. Mais la main d'œuvre manque du fait de la mobilisation générale. Aussi, les industriels doivent faire appel, d'abord à des femmes, puis à des Chinois et à des Algériens et Marocains. Ces populations « coloniales » et étrangères sont bien souvent parquées à l'écart. Les Nord-Africains, par exemple, qui sont 1500 à Gerland en 1917, sont entassés dans des baraquements militaires hors d'âge situés chemin Debourg, à proximité du parc d'Artillerie. En avril 1917, un rapport médical affirme que le cantonnement est « tellement humide que les allées par trop étroites qui séparent les baraquements sont un véritable cloaque dès qu'il tombe la moindre pluie [...]. Ces baraquements sont la négation même de toute hygiène. Ils sont élevés sur la terre nue, humide, où l'eau filtre de tous côtés. À l'intérieur l'herbe y pousse. L'aération en est particulièrement insuffisante et quant à la lumière solaire, je doute qu'elle y puisse pénétrer même en été, tant les fenêtres sont exigües ». Le médecin conclut son rapport en affirmant que « la morbidité s'accroît en effet journellement d'une façon très rapide. Hier, nous avons 120 malades lors de la visite [...]. Nous courons, mon Colonel, à une catastrophe certaine »<sup>15</sup>. Les registres de décès du 7<sup>e</sup> arrondissement témoignent d'ailleurs d'une mortalité très importante des Algériens et Marocains du parc d'Artillerie : entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 1917, 16 d'entre eux y sont enregistrés, tel Ali Djaballah, « ouvrier d'artillerie indigène » originaire de Blida (Algérie) qui décède le 11 avril, ou Mohamed Ben Embarek, « travailleur colonial au parc d'Artillerie » né à Azemmour (Maroc) qui connaît, le lendemain, un sort identique.

Ces ouvriers d'outre-mer ont, pour la plupart, été rapatriés autoritairement dès la fin de la guerre. Mais certains Algériens, pour la plupart originaires de Kabylie, ont réussi à rester à Lyon, s'installant surtout autour de la place du Pont et travaillant comme manœuvres dans les usines ou sur les chantiers<sup>16</sup>. Ils ont constitué un premier noyau maghrébin qui s'est renforcé dans les années suivantes. Cela ne s'est pas fait sans difficulté car, bien qu'ils ne soient pas des étrangers au sens juridique du terme puisqu'ils sont alors « sujets français », les Algériens sont considérés par les pouvoirs publics comme une population à peine civilisée et subissent une surveillance administrative et policière plus sévère que les véritables étrangers installés dans la commune. Ils sont étroitement contrôlés par le « Comité de Protection des Nord-Africains », un organisme d'abord officieux mais qui est intégré en 1934 à la Préfecture sous le nom de « Service des Nord-Africains ». Présidé par le conseiller du 7<sup>e</sup> arrondissement et adjoint au maire Émile Peillod jusqu'en 1934, et animé par Julien Azario, secrétaire de police du commissariat du 7<sup>e</sup> arrondissement et lui-même originaire de Souk Ahras (Algérie), ce service tente de reproduire une domination de type colonial au sein de la petite population algérienne de Lyon. Les Algériens sont fichés, les patrons des cafés nord-africains qui se sont

---

<sup>14</sup> Michel Laferrère, *Lyon, ville industrielle*, Paris : Presses universitaires de France, 1960, p. 43.

<sup>15</sup> Rapport du médecin-major de 2<sup>e</sup> classe Bergeret au colonel commandant le parc d'Artillerie de la place de Lyon, 14/04/1917, cité par Philippe Videlier, « Les gens des baraques », in *Baraques*, Lyon : ENS, Cognac : Le temps qu'il fait, 2003, p. 85 ; Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée : la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle*, Genève : Droz, 1981, p. 463

<sup>16</sup> Geneviève Massard-Guilbaud, *Des Algériens à Lyon : de la Grande guerre au Front populaire*, Paris : CIEMI, L'Harmattan, 1995, 536 p.

installés autour de la place du Pont subissent des pressions pour les pousser à collaborer avec la police, des rapatriements collectifs forcés sont pratiqués lors de certaines crises économiques. De même, le Service des Nord-Africains fournit certains patrons du bâtiment en main d'œuvre algérienne pour briser des grèves de ce secteur, provoquant des affrontements graves entre grévistes et non-grévistes<sup>17</sup>. Il n'est donc pas étonnant que, dès les années 30, l'Étoile Nord-Africaine, le parti nationaliste de Messali Hadj, commence à faire une percée au sein de cette petite diaspora grâce notamment à l'action de Mohamed Beddek, un ouvrier de Berliet licencié pour son action politique. En 1934, il ouvre, au 9 rue Croix-Jordan, un café qui sert de siège à l'antenne lyonnaise du mouvement<sup>18</sup>.

Julien Azario et Émile Peillod ne se sont pas seulement intéressés aux Algériens. Ils ont aussi été les responsables, avec le conseiller municipal du 7<sup>e</sup> arrondissement, Bonnat, le secrétaire en chef de la Mairie du 7<sup>e</sup>, Boldrini, et des notables du quartier, du « Comité Franco-Italien pour favoriser le développement de l'instruction française des Italiens de Lyon » appelé aussi « Comité Pro-Gallia ». Cette association, créée en 1926, réunit des membres français et italiens et a pour but de favoriser l'intégration des migrants de cette nationalité par l'apprentissage de la langue et de la législation française, et par la formation professionnelle avec l'aide de la Société d'Enseignement Professionnel du Rhône. Elle demande aussi la « protection de la France généreuse et humaine » pour les Italiens « échappés miraculeusement à l'étreinte fasciste »<sup>19</sup>. Cette association ne semble pas avoir eu une durée de vie très longue, mais elle montre à quel point des militants français affichant des valeurs républicaines ont pu avoir des attitudes diamétralement opposés dans le traitement de l'immigration italienne et algérienne dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

L'entre-deux-guerres a vu le nombre d'étrangers augmenter dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Dans les usines de Gerland, qui connaissent une reconversion rapide après 1918, les Algériens et Marocains ont rapidement été remplacés par de nombreux Italiens qui affluent dès l'armistice et qui constituent la population étrangère dominante du quartier. Ils sont un millier en 1921 et plus de 1 700 dix ans plus tard<sup>20</sup>. Ils sont peu à peu rejoints par des Espagnols venus pour la plupart de la région de Murcia qui est touchée par une grave crise économique. Tous ces migrants, employés la plupart du temps comme manœuvre aux Câbles de Lyon, à la Société chimique de Gerland, chez Dérobert, Jules Weitz ou Babolat, sont alors confrontés à des difficultés aigües pour trouver un toit du fait de la crise du logement populaire que connaît Lyon au sortir de la Grande guerre et de la faible urbanisation de Gerland, notamment dans le quartier des abattoirs. Face à ce problème, la municipalité de Lyon a bien construit un ensemble d'Habitations à Bon Marché (HBM) à l'angle de la rue de Gerland et du chemin Debourg. Mais les 550 logements sociaux inaugurés en 1924 sont exclusivement réservés aux Français. Les nombreux Italiens et Espagnols doivent s'entasser où ils peuvent. Certains trouvent refuge dans les anciens baraquements de l'avenue Debourg laissés libres par les Algériens et Marocains, puis dans de nombreuses baraques de planches et de carton goudronné qui se mettent à pulluler autour de ce premier noyau, constituant d'immenses quartiers de baraques soumis aux inondations régulières et à des incendies à répétition<sup>21</sup>. Au vu des problèmes d'hygiène et de sécurité que posent « les mesures établies dans le quartier

---

<sup>17</sup> Jean-Luc de Ochandiano, *Formes syndicales et luttes sociales dans l'industrie du bâtiment : Lyon, 1926-1939. Une identité ouvrière assiégée ?*, Mémoire de Maîtrise, Université Lyon 2, 1996, p 142-147.

<sup>18</sup> Philippe Videlier, *L'Algérie à Lyon : une mémoire centenaire*. Lyon : Bibliothèque municipale de Lyon, 2003, p. 32.

<sup>19</sup> ADR, 4 Msup 17, Dossier « Comité Pro-Gallia » ; *Le Progrès*, 04/06/1927.

<sup>20</sup> Lisa Baiamonte, *Italiens à Lyon au XX<sup>e</sup> siècle, étude de cas : la communauté italienne à Gerland pendant l'entre-deux-guerres*, Mémoire de Maîtrise, Université Lyon 2, 1999, 198 p.

<sup>21</sup> « Un vasto incendio al Chemin Debourg », *Il Corriere italiano*, 07/12/1924 ; « Un campement d'Italiens situé chemin Debourg devient la proie des flammes », *Lyon Républicain*, 24/11/1924.

de Gerland », le maire de Lyon ordonne, en février 1928, d'interdire toute nouvelle construction de ce type dans le quartier et décide d'évacuer à court terme des habitations existantes<sup>22</sup>. Mais le projet reste lettre morte et la « Mouise », comme on l'appelle alors, prend encore de l'ampleur dans les années suivantes. En 1936, sur les 750 habitants des zones de baraques de l'avenue Debourg, 40 % appartiennent à des familles italiennes, 30 % à des familles espagnoles. La plupart des autres sont français.

Le quartier de la Guillotière connaît aussi de graves problèmes de logement qui touchent l'ensemble des classes populaires mais en particulier les étrangers. Nombre d'entre eux sont obligés de loger dans des garnis souvent sordides qui se mettent à pulluler le long de certaines artères : on trouve 90 garnis grande rue de la Guillotière, une centaine rue de Marseille, et près de 150 rue Montesquieu. Dans cette dernière artère, on compte 198 étrangers en 1926 (7,6 % des habitants). Cent d'entre eux sont Italiens. Les autres sont Grecs (23), Espagnols (15), Turcs (13), Suisses (10), Bulgares (8), Arméniens (7), Russes (6), Algériens (6), Serbes (4), etc.<sup>23</sup>. Cette forte diversité de la population étrangère de la rue est représentative de celle de la Guillotière. En effet, le premier conflit mondial et les bouleversements qu'il a engendrés ont produit des mouvements de populations importants en Europe et au Moyen-Orient. Des Russes « blancs » – c'est-à-dire opposés à la révolution bolchévique – sont obligés de quitter leur pays en nombre à partir d'octobre 1917. De même, l'instabilité persistante en Europe centrale et orientale, consécutive à l'effondrement des empires Ottomans et Austro-Hongrois, produit une émigration de Polonais, de Tchécoslovaques, de Bulgares, de Grecs et de Serbes. Des dizaines de milliers d'Arméniens fuient aussi le génocide perpétré par les Turcs à partir de 1915. La situation de ces derniers est suffisamment dramatique pour que l'Association lyonnaise d'aide aux immigrés crée, en 1925, un « Centre arménien provisoire » dans d'anciens baraquements militaires situés au 75 avenue Berthelot, près de la place Jean-Macé. Ce centre, dirigé par Puzant Buhdarian, accueille en 1926 une centaine de réfugiés<sup>24</sup>.

Dans les années 20 et 30, arrivent aussi des réfugiés ayant fui les régimes fasciste, nazi et franquiste. Certains abandonnent alors toute activité politique, d'autres continuent leur lutte sur place mais certains, notamment chez les Italiens, sont écartelés entre un engagement dans leur quartier de résidence et la poursuite du combat dans leur pays. C'est le cas, par exemple, de Felice Ghisio et Carmelina Succio, un couple communiste qui doit quitter Turin après la prise du pouvoir par Mussolini. Felice était ouvrier chez Fiat et trouve un emploi chez le constructeur automobile Rochet-Schneider tandis que Carmelina travaille comme brodeuse. Installés au 8 rue Sébastien Gryphe, ils se marient à Lyon en 1925, mais Felice Ghisio retourne en Italie où il est arrêté en 1928 et emprisonné à Rome. Cela n'empêche pas son épouse de poursuivre son activité militante sur Lyon. En 1931, un rapport de police affirme que "Lina" « servait d'intermédiaire entre les communistes italiens de Lyon et ceux de l'extérieur »<sup>25</sup>.

Ces nouveaux arrivants, qui forment un ensemble très hétérogène, contribuent à renouveler la population migrante de la Guillotière. Les Italiens continuent à dominer numériquement mais leur part dans la composition étrangère du quartier décroît pendant la période. Les nouveaux immigrants créent des petits ateliers, des commerces, des cafés et des associations qui

---

<sup>22</sup> ADR, 5 M 126. Courrier du maire de Lyon au secrétaire général pour la police, 02/02/1928.

<sup>23</sup> ADR, Recensements de la population de Lyon, rue Montesquieu, 1926. La plupart des Arméniens, qui ont fui la Turquie, sont enregistrés comme Turcs dans les recensements de l'entre-deux-guerres. Leur nombre est donc certainement sous-estimé dans ce comptage.

<sup>24</sup> Émile Brès, *L'Assimilation des immigrés*, Lyon : Association lyonnaise d'aide aux immigrés, 1928, p. 19–21 et 65–70.

<sup>25</sup> ADR, 3494 W 71. Commissaire spécial de Lyon au secrétaire général du Ministère, directeur de la Sûreté générale, 12/03/1931.

contribuent à accentuer le caractère cosmopolite d'un quartier dont certaines portions tendent, par ailleurs, à se paupériser au cours de la période.

### **Des Trente glorieuses à nos jours**

La crise économique des années 30 et la Seconde Guerre mondiale ont, en partie, brouillé les cartes de l'immigration dans le quartier. Les nombreuses naturalisations de l'immédiat avant-guerre, les départs provoqués par le chômage massif et la poussée xénophobe des années de crise puis par le début du conflit mondial, produisent une baisse du nombre d'étrangers dans le 7<sup>e</sup> arrondissement comme dans l'ensemble de Lyon.

À la Libération, l'immigration reprend, par contre, de plus belle car les bras manquent dans les entreprises. Ces dernières sont de moins en moins présentes à la Guillotière qui a entamé un lent processus de désindustrialisation. Les quelques grandes entreprises installées sur son territoire ont presque toutes disparues, telle l'usine d'acide sulfurique – la Vitriolerie – qui était installée le long de la rue de l'Université et qui a fermé ses portes à la fin des années 20, permettant la construction de l'immense garage Citroën. De plus en plus éloigné des centres de production qui sont désormais localisés aux limites et à l'extérieur de Lyon, le quartier s'oriente progressivement vers le commerce et les services qui s'adressent surtout à une clientèle populaire. Il loge aussi de nombreux étrangers concentrés dans certaines portions du quartier qui se sont taudifiées faute d'entretien et sont délaissées en partie par les Français. On les trouve notamment autour de la place Saint-Michel, des rues de la Madeleine et Sébastien-Gryphe, et de la grande rue de la Guillotière. Dans cette dernière artère, on compte 3 350 habitants en 1944 dont environ 500 étrangers, c'est-à-dire 15 % du total<sup>26</sup>. Les Italiens et Espagnols dominent encore mais on trouve déjà un fort noyau de Nord-Africains qui ne va cesser de se développer dans les années suivantes. En effet, malgré les accords signés entre la France et certains pays d'Europe, comme l'Italie, pour une reprise d'une immigration légale, les industriels font désormais de plus en plus appel à des Algériens car, depuis la Libération, ces derniers peuvent circuler librement entre la métropole et leur région d'origine contrairement aux étrangers soumis à des formalités contraignantes par l'ONI (Office National de l'Immigration) qui vient de voir le jour. Il s'agit essentiellement d'hommes venus sans leur famille et qui vivent très chichement afin d'envoyer leurs économies à leurs proches. Le plus souvent employés comme manœuvres et OS, ils habitent dans les garnis de la Guillotière mais aussi dans les baraques de Gerland qui ont été en grande partie désertés par les Italiens et les Espagnols après-guerre mais qui se développent dans les années 1950. Ces zones de relégation, que l'on appelle désormais des « bidonvilles », sont situées autour de l'avenue Debourd, mais aussi sur la lône Félizat (située entre la halle Tony Garnier et le Rhône), quai Fillon et autour des rues du Rhône et Mathieu Varille<sup>27</sup>. Certains Algériens sont aussi quelques fois logés au sein même des entreprises. C'est le cas, par exemple des ouvriers maghrébins de l'usine Penarroya qui déclenchent, en 1972, une grève pour améliorer leurs salaires, leurs conditions de travail (notamment les conditions sanitaires liées à la manipulation du plomb), et qui réclament aussi la suppression des baraquements d'habitation sordides installés dans l'usine, à proximité immédiate des ateliers<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> Denise Martin, « La grande rue de la Guillotière : étude géographique d'une voie lyonnaise », *Revue de géographie*, vol. 25, n°3, 1950, p. 197-199.

<sup>27</sup> Ces bidonvilles ont été détruits par la municipalité Pradel entre la fin des années 50 et le début des années 60.

<sup>28</sup> Laure Pitti, « Du rôle des mouvements sociaux dans la prévention et la réparation des risques professionnels : le cas de Penarroya, 1971-1988 », in *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention au 20<sup>e</sup> siècle : la France au regard des pays voisins*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 217-232 ; Daniel Anselme, « La grève de Penarroya : Lyon, 9 février-13 mars 1972 », in *4 grèves significatives*, Paris : Epi, 1972,



Les loisirs de ces Algériens s'organisent autour des cafés et restaurants que des compatriotes ouvrent à la Guillotière et à Gerland, et de quelques cinémas tel l'Eden qui ouvre, en 1954, rue d'Anvers et projette, dans son unique salle de 350 places, des films essentiellement égyptiens. Leurs conditions de vie, déjà difficiles, se dégradent encore à partir du déclenchement de la Guerre d'Algérie en 1954. Les Algériens du 7<sup>e</sup> arrondissement se mettent alors à vivre au rythme de cette « guerre sans nom », subissant une surveillance policière accrue, des rafles quelques fois brutales, mais aussi les conséquences de la lutte sanglante qui oppose le Front de Libération National (FLN) et le Mouvement National Algérien (MNA) pour le contrôle des Algériens de Lyon. Cette lutte, qui a fait des dizaines de morts dans l'agglomération, a été d'autant plus âpre à Lyon que le MNA a été instrumentalisé par la police pour affaiblir le FLN dans la région<sup>29</sup>.

À partir du déclenchement de la guerre d'Algérie, les autorités françaises ont tout fait pour favoriser l'immigration des pays du sud de l'Europe au détriment de l'Algérie, provoquant une arrivée importante d'Espagnols et de Portugais à cette époque. Le conflit algérien a aussi marqué profondément les consciences, concentrant durablement les réactions xénophobes sur les Maghrébins. À l'inverse, les Italiens, Espagnols et Portugais ont bénéficié de la dynamique des Trente Glorieuses et progressent socialement tout au long de cette période. Mais c'est au prix de sacrifices importants et de l'effacement de leurs particularismes nationaux au sein des familles – la langue nationale est souvent proscrite à la maison – et dans les sociabilités de groupe. La procession de la « Madonna di Loretto », que les Italiens de Gerland organisaient chaque année à l'église Notre-Dame des Anges depuis les années 1930, est, par exemple, abandonnée au cours de cette période<sup>30</sup>.

La fin des Trente Glorieuses marque un tournant pour les étrangers aussi bien à l'échelle nationale qu'à celle de l'arrondissement. En effet, le gouvernement de Giscard d'Estaing décide, en juillet 1974, d'arrêter l'immigration de travail vers la France mais pas le regroupement familial qui prend de l'ampleur dans les années suivantes, notamment chez les Maghrébins. Cette population commence alors se féminiser et à accueillir de plus en plus d'enfants et de jeunes. L'arrondissement connaît aussi des mutations. Les abattoirs de la Mouche ferment leurs portes en 1977, suivis bientôt par de nombreuses entreprises du quartier, et Gerland entame lentement sa mutation post-industrielle. À la Guillotière, la destruction de nombreux îlots insalubres, à partir des années 80, permet la réhabilitation de certaines zones du quartier et marque le démarrage d'une activité immobilière grandissante dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Les petites ateliers, encore nombreux à la Guillotière, tendent à disparaître peu à peu et le quartier s'orientent désormais presque exclusivement vers l'activité tertiaire, de nombreux commerces étrangers s'installant, à partir de cette époque, au sud de la place du Pont.

En 1976, c'est-à-dire à la charnière de ces deux époques, le 7<sup>e</sup> arrondissement compte 6 140 étrangers (10,6 % des habitants), c'est-à-dire un peu plus que la moyenne de Lyon (9,9 %) et bien moins que d'autres arrondissements, comme le 1<sup>er</sup> (16,2 %) ou certaines villes de banlieue comme Saint-Fons et Vaulx-en-Velin<sup>31</sup>. Dans le 7<sup>e</sup>, les Italiens, Espagnols et Portugais constituent encore près de 40 % de cette population. Les Maghrébins en représentent un peu plus du tiers mais focalisent l'attention de tous ceux qui abordent la

---

p. 141-173 ; Dominique Dubosc, *Comment se mettre d'accord*, film documentaire noir et blanc, 16 mm, 1973, 45 mn.

<sup>29</sup> Paul-Marie Atger, « Le Mouvement national algérien à Lyon », *Vingtième Siècle*, vol. 104, n°4, 2009, p. 107-122.

<sup>30</sup> La Vierge de Loretto est une « vierge noire » de la province d'Ancône, dans les Marches (Italie), qui a fait l'objet de dévotions et de pèlerinages importants dès le Moyen-âge

<sup>31</sup> Andrée Chazalette, *Habitat des immigrés à Lyon*, Lyon : G.S.U, 1979, p. 2 et tableau 1.

question de l'immigration dans l'espace public. Cette attention se déplace d'ailleurs, à l'époque, des « travailleurs immigrés » de l'industrie, dont le nombre décroît, vers les « jeunes issus de l'immigration maghrébine » qui vivent souvent des situations d'exclusion. Ces derniers trouvent, à l'époque, de nouveaux espaces d'expression et de dialogue, à la MJC et au Centre social de Gerland ou à l'ACFAL (Association Culture Formation Alphabétisation du Lyonnais) installée rue Rachais. Ils trouvent aussi des relais au sein d'une nouvelle génération de militants chrétiens qui a une forte sensibilité sociale et sait dialoguer avec les organisations ouvrières proches du PCF, favorisant des rapprochements militants impossibles avant-guerre. Ces soutiens importants, dont témoigne l'engagement du père Christian Delorme, ont favorisé l'émergence d'une parole chez ces jeunes au début des années 1980. Le 7<sup>e</sup> arrondissement a été l'un des lieux d'élaboration de cette mobilisation des jeunes issus de l'immigration, même si le regard des médias s'est très rapidement concentré exclusivement sur les banlieues de Lyon qui s'embrasent à l'époque<sup>32</sup>.

Ce phénomène de prise de parole a été malheureusement éphémère car les décennies suivantes ont été marquées par une politisation croissante de la question de l'immigration à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. Pourtant, le nombre d'étrangers stagne dans l'arrondissement (10,4 % des habitants en 1990)<sup>33</sup>, mais la composition de cette population connaît une nouvelle diversification avec l'arrivée de migrants venant de Turquie, d'Asie du sud-est à partir de 1975 du fait de l'instauration de dictatures communistes, d'ex-Yougoslavie à partir de 1991, des pays de l'Est après la chute du mur de Berlin, des pays d'Afrique noire à partir des années 1990. Autour de la place Gabriel-Péri, des portions du territoire du 7<sup>e</sup> arrondissement se sont d'ailleurs peu à peu identifiées à certaines de ces populations : un petit « quartier chinois » commence à prendre forme à partir de 1977 au sud de la place du Pont, avec l'arrivée de réfugiés du Cambodge, du Laos et du Vietnam<sup>34</sup>. De même, des commerces togolais, sénégalais, camerounais ou ivoiriens ont commencé à s'implanter massivement, à la fin des années 1990, autour de la grande rue de la Guillotière et du début de la rue Sébastien-Gryphe.

Aujourd'hui, du fait de son évolution industrielle et urbaine, le 7<sup>e</sup> arrondissement ne compte plus, parmi ses habitants, un nombre véritablement important d'immigrants, contrairement à certaines communes de banlieue. Mais une partie de son territoire est devenu le lieu d'une « centralité commerçante immigrée »<sup>35</sup> qui joue un rôle essentiel pour la population étrangère de l'agglomération. Extrêmement diversifiée dans sa composition, dans ses formes de sociabilités, dans ses pratiques de consommation ou ses choix vestimentaires, elle trouve, autour de la place Gabriel-Péri, un important réseau de commerces, de cafés, de restaurants, de prestataires de services et d'associations qui fait du 7<sup>e</sup> arrondissement l'un des points de convergence des différentes populations qui constituent notre agglomération.

---

<sup>32</sup> Interview de Christian Delorme, 18/11/2011 ; Nathalie Ferrari, « Lyon : grèves de la faim contre les expulsions d'immigrés », *Le Matin*, 10/04/1981. Du 2 au 30 avril 1981, un jeune Algérien, Hamid Boukhrouma, le prêtre Christian Delorme et le pasteur Jean Costil mènent, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, une grève de la faim « pour la reconnaissance de droits aux jeunes immigrés et contre les expulsions ».

<sup>33</sup> Agence d'urbanisme de la Communauté urbaine de Lyon, *L'Agglomération lyonnaise : recensement 1990, données, typologies, analyses*, Lyon : 1992, p. 217.

<sup>34</sup> Interview de Huylang Samreth, 15/12/2011. Cette réfugiée cambodgienne d'origine chinoise a ouvert, avec son époux, Bo, au 10 rue Pasteur, l'épicerie Moha Leap (« Bonne chance » en cambodgien), premier magasin asiatique du quartier ; Robert Belleret, « La "diaspora" asiatique a déjà sa "rue du commerce" », *Le Progrès*, 06/08/1985.

<sup>35</sup> Alain Battagay, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n°2, juillet 2003, p. 9-22 ; Azouz Begag, *Lyon, place du Pont : la place des hommes debout*, Lyon : Éditions Lyonnaises d'Art et d'Histoire, 2011, 128 p.